

## Le Burundi demande au Conseil de sécurité de le retirer de son agenda

ONU Info, 29 septembre 2018 De la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Ministre des affaires étrangères du Burundi, Ezéchiel Nibigira, a demandé samedi au Conseil de sécurité d'avoir « le courage de retirer le Burundi de son agenda ». [Photo : Le Ministre burundais des affaires étrangères, Ezéchiel Nibigira, devant l'Assemblée générale des Nations Unies.]

Après lui, la situation politico-sécuritaire y est loin de constituer une menace à la paix et à la sécurité internationales. « La place que le Burundi mérite aujourd'hui ne se trouve pas dans la salle ovale du Conseil de sécurité. Elle devrait être au niveau des agences des Nations Unies en charge du développement pour booster son relèvement économique », a-t-il fait valoir, à New York, dans le cadre du débat général annuel de l'Assemblée générale. Ezéchiel Nibigira a rappelé que son pays a organisé un référendum constitutionnel, le 17 mai dernier, « dans le calme et la sérénité ». Et de préciser que lors de la promulgation de la nouvelle Constitution, le 7 juin, le Président a annoncé que « son deuxième mandat prendrait fin en 2020 et qu'il s'apprêtait à soutenir le nouveau Président » qui sera alors élu. Le Ministre a souligné que « l'esprit de tolérance, l'assainissement et l'ouverture de l'espace politique se renforce de plus en plus au Burundi », comme en témoigne le retour de plusieurs milliers de réfugiés et de leaders politiques. Agissant du dialogue inter-burundais, M. Nibigira a ajouté que le dialogue comme moyen de trouver des solutions pacifiques aux différends est devenu « une culture ». Plus de 20 partis politiques ont déjà adopté une feuille de route en vue des élections de 2020, et la nouvelle commission électorale nationale va être mise en place, dans le respect de l'inclusion politique, ethnique, régionale et de genre, expliqué le Ministre. Pour la levée des sanctions européennes Le Ministre a tenu à souligner que les sanctions économiques unilatérales prises par l'Union européenne « dans la foulée de la fièvre électorale de 2015 » avaient été dans un contexte qui a « fondamentalement changé » depuis lors. Il a réitéré sa disponibilité et sa coopération avec l'ONU pour promouvoir les droits de l'homme, le Ministre burundais a dénoncé « la tendance dangereuse de certains États à vouloir transformer le Conseil des droits de l'homme en outil de pression politiques et de régulation de la géopolitique dans les pays du Sud ». Il a rappelé que l'Union africaine avait appelé lors du Sommet de Nouakchott été dernier à lever ces « sanctions injustes et immorales ». Sur le plan sécuritaire, la situation au Burundi est calme, stable et maîtrisée, a affirmé M. Nibigira, un constat positif est, a-t-il ajouté, partagé par l'Envoyé spécial du Secrétaire général et par le Conseil de sécurité. Le Ministre a demandé une nouvelle fois à tous les pays qui hébergent les putschistes du 13 mai 2015 de les extradier vers le Burundi, afin qu'ils répondent de leurs actes devant la justice.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});